

L'Empire contre-attaque : l'économie d'abord, la santé publique ensuite Billions \$ pour ou sous le contrôle des entreprises et quarantaine courte

La dernière semaine a vu surgir une flopée de plans d'intervention économique-financiers de grande ampleur dont celui canadien. En voici le condensé tiré de *The Economist* et du *Guardian* :

Le plan budgétaire étasunien...

Le Congrès américain a adopté le plus grand stimulus de l'histoire moderne pour limiter les retombées économiques de la pandémie de Covid-19. Le paquet, d'une valeur d'environ 2 000 milliards de dollars US, doit fournir une aide financière aux entreprises en difficulté et des paiements directs et des prestations de chômage aux particuliers. [...] En prévision, le S&P 500 avait augmenté de 9,5%, son plus gros gain en un jour depuis 2008. [...] La relance budgétaire est impressionnante, mais l'Amérique pourrait en avoir besoin d'une autre avant trop longtemps.

La législation est d'un ordre de grandeur plus grand que le projet de loi de relance de 800 milliards de dollars adopté en 2009 pour alléger la douleur économique de la Grande Récession. Et pourtant, il ne devrait s'agir que d'un patch temporaire pour stabiliser une économie qui échappe à tout contrôle. (The Guardian)

[Le gouverneur de l'état de New-York] a déclaré que le plan de relance de 2,2 billions de dollars adopté par le Sénat mercredi n'offrirait pas suffisamment de soutien à New York, qui a enregistré plus de 37 258 cas et 385 décès jeudi.

... démultiplié par l'intervention de la banque centrale des ÉU (Réserve fédérale)...

...la Réserve fédérale a annoncé un assouplissement quantitatif illimité pour soutenir les marchés financiers et l'économie. Elle a supprimé son plafond d'achat de bons du Trésor et de titres adossés à des créances hypothécaires. La Fed a également dévoilé de nouvelles facilités pour acheter certains types de dette d'entreprise, a relancé un programme utilisé pendant la crise financière de 2007-2009 lui permettant d'acheter des titres adossés à des prêts étudiants, automobiles et de carte de crédit et d'autres actifs, et a augmenté ses achats dans le marchés de la dette municipale et du papier commercial.

La Réserve fédérale promet près de 4 billions de dollars US d'aide (The Guardian)

... auquel s'ajoutent les interventions britannique et allemande...

...la Banque d'Angleterre assouplit énergiquement sa politique monétaire [...] Malgré les baisses de taux d'intérêt, 200 milliards de livres sterling (232 milliards de dollars US) plus d'assouplissement quantitatif (représentant environ 10% du PIB) et un soutien plus direct aux prêts au secteur privé, la banque est plus soucieuse de sous-estimer son objectif d'inflation que de le dépasser.

Pendant des années, l'Allemagne s'est doté d'une politique fiscale des plus restrictives créant beaucoup de frustration dans la zone euro et au-delà. Puis vint la covid-19. Aujourd'hui, le Bundestag approuvera un budget supplémentaire de 156 milliards d'euros (168 milliards de dollars US) pour 2020, en vertu duquel l'Allemagne émettra une nouvelle dette pour la première fois depuis 2013. L'emprunt rompt la politique budgétaire équilibrée du «zéro noir» de l'Allemagne...

... ce qui signale une intervention dépassant celle pour conjurer la Grande récession de 2008...

Les garanties de crédit accordées par la Grande-Bretagne, la France et d'autres pays représentent 15% du PIB. Les banques centrales impriment de l'argent et l'utilisent pour acheter des actifs qu'elles repoussaient. Pendant un certain temps, au moins, les gouvernements cherchent à interdire les faillites.

Les plans de sauvetage économique en cours d'élaboration devraient dépasser ceux de la crise financière; Celui des États-Unis représente environ 10% du PIB. Le coup porté à la production et aux recettes fiscales pourrait également être plus important. Au moins quelques économies devraient se retrouver avec un endettement bien supérieur à 150% du PIB. (The Guardian)

... dont les conséquences sur les pays dépendants émeuvent même le FMI...

Les investisseurs étrangers ont retiré 83 milliards de dollars des marchés émergents depuis le début de la crise, la plus importante sortie de capitaux jamais enregistrée, selon l'Institute of International Finance, un groupe commercial. Les envois de fonds, généralement un filet de sécurité dans les moments difficiles, peuvent s'effondrer car les migrants des pays riches perdent leur emploi.

De nombreux pays pauvres et à revenu intermédiaire sont confrontés à une crise de la balance des paiements et à un effondrement des recettes publiques, car ils doivent augmenter les dépenses de santé et les importations (pour réduire le nombre de morts) et le bien-être (afin que les travailleurs puissent s'isoler sans courir). à court d'argent). Alors que les gouvernements des pays riches peuvent emprunter à moindre coût en cas de crise alors que les investisseurs affluent vers la sécurité, les pays pauvres voient leurs coûts d'emprunt s'envoler.

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont appelé les pays créanciers à suspendre le remboursement de la dette des pays les plus pauvres du monde, sur demande.

... le tout au profit de la Silicon Valley et de Big Pharma

Au milieu du chaos, une chose, au moins, est claire: quelques entreprises puissantes devraient gagner en influence. Certains sont déjà une source de stabilité financière. Assurer la dette de Johnson & Johnson contre les défaillances coûte moins cher que celle du Canada. La masse monétaire brute d'Apple de 207 milliards de dollars dépasse la relance budgétaire de la plupart des pays. [...] Au cours des trois dernières récessions, les cours des actions des entreprises américaines du quartile supérieur de chacun des dix secteurs ont augmenté en moyenne de 6%, tandis que ceux du quartile inférieur ont chuté de 44%. [...] Qui sont donc les meilleurs ? Pour avoir une idée de la résilience des entreprises The Economist a examiné les 800 plus grandes entreprises américaines et européennes cotées en bourse. [...] La Silicon Valley et Big Pharma dominent. Les entreprises technologiques représentent 48 des 100 premières.

Le Canada ajuste son intervention économique-financière sur celle des États-unis

Le plan initial du gouvernement fédéral canadien de 107 milliards \$CDN, modeste avec moins de 5% du PIB par rapport au 10% étasunien et dont une moitié ne constitue qu'un délai fiscal de trois mois, participait à ce carnaval d'injection financière des gouvernements et de leurs banques centrales. S'y ajoute une baisse en cascade rapide de 1.5 point de pourcentage du taux d'intérêt de base, soit relativement de près de 85% vers le taux zéro, par la Banque du Canada à laquelle il faut ajouter des programmes de soutien des entreprises par la Banque de développement du Canada, et par Exportation et développement Canada de plus de 20 milliards \$. « *Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) assouplit immédiatement les modalités de la réserve pour stabilité que doivent détenir les banques d'importance systémique intérieure* » (Ministère des finances du Canada) ce qui permettra aux banques *too big to fail* « *d'accroître la capacité globale de prêt de plus de 300 milliards de dollars.* » La Banque du Canada augmentera ses achats de valeurs mobilières relevant de sa politique de création monétaire (*quantitative easing*) soit des achats d'acceptations bancaires au profit des PME et élargira « *la portée du programme de rachat d'obligations du gouvernement du Canada afin d'injecter des liquidités dans les marchés...* ». De plus elle « *s'est engagée à appuyer de façon proactive le financement interbancaire* » au profit des banques qui en période de crise ont tendance à ne plus se faire confiance les unes les autres au point de précipiter des crises de liquidités quasi instantanées.

On constate que comme pour les programmes de soutien économique pour sortir de la Grande récession de 2008, se mêlent soutien direct aux entreprises et celui à la population. Si l'on considère typique et de portée mondiale le programme étasunien de deux milliards \$US on constate que près de la moitié ira directement aux entreprises dont la majorité de cette moitié aux grandes entreprises même si les Démocrates ont obtenu une supervision minimum de l'usage que ces dernières feront de ces fonds. Quant au soutien aux PME, jusqu'à 500 employés !, le programme est structuré de telle sorte à les inciter à garder leurs employés au travail, à leurs risques et périls, pour voir les prêts se convertir en subventions, ce qui est possible même avec des ventes fort réduites puisque le salaire peut être entièrement subventionné. *Last but not least*, le soutien hors budget, deux fois plus considérable que le soutien budgétaire total mais beaucoup moins médiatisé, va entièrement aux entreprises et surtout à la finance. Et certains experts prévoient que le soutien budgétaire aux PME, structuré comme il l'est, devra être rapidement allongé d'un billion \$.

Le patronat prend le contrôle du soutien gouvernemental au prolétariat

Quant au plan canadien, l'aide à l'entreprise se retrouvant essentiellement hors budget, ce qui explique, ou plutôt expliquait, sa relative modestie en proportion du PIB surtout si on exclue la part de 50% de délais fiscal de trois mois. Cette caractéristique a provoqué la frustration des PME qui ont tenté, avec l'appui du Bloc québécois, de prendre le contrôle de la distribution du soutien aux sans travail en invoquant une bien réelle inefficacité gouvernementale et un bris du lien d'emploi ce que désirent tout à la fois le patron pour la reprise de ses affaires et le prolétariat par insécurité. Leurs vœux furent plus qu'exaucés pour la plus grande joie de la Fédération des entreprises indépendantes quand le gouvernement fédéral leur accorda un rétroactif programme de subventions couvrant 75% des salaires, et non plus 10%, plus un programme de prêts sans intérêts de 40 000 \$ par entreprise dont le quart éventuellement non remboursable, ce qui rallonge de 95 G\$ le plan initial de 107 G\$.

Cette solution, tout en semant la confusion sur les rapports de classe, entraîne une dépendance du prolétariat

envers le patronat. Le patron peut par exemple obliger l'employée à travailler soit dans de mauvaises conditions sanitaires même à ventes réduites car le salaire est subventionné, soit à la maison alors que les conditions ne sont pas réunies pour ce faire (ex. garde d'enfants) ou soit réduire le nombre d'heures travaillées au niveau de la subvention. Et que dire si l'employée veut changer d'employeur. Le lien d'emploi ainsi protégé devient une arme à deux tranchants faisant de l'employeur un fiduciaire de l'État ce qui pourrait les inviter à profiter de l'occasion pour exercer un chantage auprès des « mauvais » employés lors de la reprise des affaires le cas échéant. En attendant le déploiement des contradictions, le prolétariat se sent soulagé de cette dépendance accrue tant en permettant au gouvernements d'atténuer artificiellement l'explosion du chômage.

Exclusion du revenu minimum garanti couplé à l'annulation des paiements de fin de mois

Cette dépendance aurait pu être grandement atténuée par la mise en place d'un programme de revenu minimum garanti, dont se rapproche le programme fédéral de l'allocation de 2 000 \$ mensuel s'il avait été universel, incluant donc les assistés sociaux et les autres personnes appauvries dont les réfugiées, sans papier et très bas salariées dans la lignée proposée par Québec solidaire bien que sa proposition inclurait les couches riches et les salariés au travail quitte à récupérer (partiellement) par l'impôt le trop-perçu social. La faille majeure de ces propositions, cependant, pour être viable économiquement et socialement est d'oublier l'annulation de la hantise des fins de mois que sont les hypothèques, loyers et autres prêts et factures récurrentes pour les services publics aux frais des banques, des grands propriétaires et autres grandes entreprises. Ces rajouts rencontrent un mur politique car tant l'universalité *pauvreté zéro* remet en question la nécessité vitale de l'*armée de réserve* pour le capitalisme que la dette des ménages freine la riposte du prolétariat.

Le gargantuesque soutien discret ou indéterminé aux banques et pétrolières

Ces ajouts et quelques autres doublent le soutien budgétaire fédéral canadien initial, sans compter le soutien hors budget comme on l'a vu, et le hausse au niveau relatif de celui étasunien tout en amplifiant dans le même sens son biais pro-entreprise surtout si on prend en considération « *[l]aide aux secteurs pétrolier et gazier du Canada est "à quelques heures, peut-être quelques jours" d'être versée, a déclaré mercredi le ministre des Finances, Bill Morneau* » (Radio-Canada) aide qui concerne surtout les PME dans ce secteur d'activité mais sans oublier les dix plus grandes « *[p]uisqu'elles sont sous pression également, nous examinerons les problèmes au cas par cas dans ces secteurs* », de dire le Ministre des Finances. On attire l'attention sur le secours au peuple travailleur, secours en grande partie sous contrôle (petit) patronal, pour sauver le capitalisme afin de mieux rester discret sur la plus substantielle aide directe hors budget au grand capital financiarisé par de la gargantuesque création monétaire qui veut sauver et perpétuer le jeu macabre du gonflement du capital fictif.

Petite histoire commentée de l'endettement étatique depuis le début du « court » XX^{ie} siècle

Qu'arrivera-t-il à cette montagne d'endettement supplémentaires des États qui se combine à l'héritage post-Grande récession de sur-endettement des entreprises et celui pré-Grande récession de sur-endettement des ménages ? Pour s'outiller afin de tenter d'anticiper la sortie de la pandémie, il vaut la peine de commenter critiquement, il va de soi, la petite histoire de l'endettement étatique depuis le début du XX^{ie} siècle selon *The Economist*. tout en remarquant son point aveugle sur la période néolibérale pré-Grande récession :

Entre le début de la Première guerre mondiale et celle de la Seconde, les conflits, la reconstruction et la Grande Dépression ont tous imposé d'énormes fardeaux aux bilans des gouvernements. Pendant cette période tumultueuse, les gouvernements étaient souvent à la merci des humeurs du marché. [...] Les résultats ont été désastreux. L'austérité a miné la croissance économique: la production en 1928 est restée inférieure à celle de 1918. En conséquence, la dette a continué d'augmenter, atteignant 170% du PIB en 1930. [...] L'Allemagne, affaiblie par la guerre et incapable de faire face à ses obligations, a sombré dans l'hyperinflation. La destruction de la valeur de la monnaie a réduit le fardeau de sa dette en pourcentage du PIB de 129 points de pourcentage, bien qu'à un coût social et économique énorme. Le défaut de paiement était également courant. En 1933, les pays qui représentaient près de la moitié du PIB mondial étaient sous une forme ou une autre en restructuration ou en défaut de paiement de la leur dette.

Pendant et après la Seconde guerre mondiale, les gouvernements des économies avancées ont essayé une approche différente. Après le traumatisme des 30 dernières années, l'austérité n'était plus un moyen politiquement tenable de gérer les dettes accumulées au cours de la période. Certains pays ont fait défaut ou ont connu des hyperinflations d'après-guerre. D'autres gouvernements se sont tournés vers la répression financière, c'est-à-dire

obliger les créanciers à leur prêter à des conditions peu attrayantes. De nombreux outils de répression avaient été déployés pendant la guerre pour payer le conflit. En Amérique, par exemple, la Réserve fédérale a acheté des bons du Trésor pour empêcher les rendements de dépasser un niveau défini. Le gouvernement a également plafonné les taux d'intérêt que les banques pouvaient imposer aux emprunteurs ou payer aux déposants, et restreint les prêts bancaires. Le contrôle des capitaux a empêché les épargnants de rechercher de meilleurs rendements à l'étranger. L'effet a été de forcer les institutions nationales et les ménages à prêter au gouvernement à des taux inférieurs à ceux du marché. Alors que les contrôles des prix en temps de guerre étaient assouplis, l'inflation a atteint des niveaux relativement modestes et le taux d'intérêt sur la dette publique, ajusté en fonction de l'inflation, est devenu négatif et l'a été pendant une grande partie des décennies qui ont suivi. [...] La dette par rapport au PIB dans toutes les économies avancées a chuté à un creux de 25% dans les années 1970.

Une troisième ère a commencé dans les années 1970. Les gouvernements des économies avancées ont desserré leur emprise sur les flux de capitaux et les systèmes financiers, se plaçant à nouveau à la merci des marchés mondiaux des capitaux. [...] La dette publique des pays riches est passée de 59% du PIB en 2007 à 91% en 2013. Pourtant, les gouvernements des pays riches ont pu emprunter à des taux proches de zéro ou négatifs au cours de la dernière décennie. Covid-19 signifie qu'il y a plus d'encre rouge à venir. [...] Les banques centrales, dans le but de soulager les économies en difficulté, achètent déjà de grandes quantités de dette publique. La Fed achète des quantités illimitées de bons du Trésor; la Banque centrale européenne a récemment annoncé un programme d'achat d'obligations de 750 milliards d'euros (809 milliards de dollars).

C'est la lutte de classe et celle anti-impérialiste qui expliquent les tournants de la politique de la dette

On remarque dans cette explication-description l'absence de la prise en compte des rapports de force sociaux tant de classe qu'internationaux. On note aussi la minimisation si ce n'est la quasi négation du pouvoir du capital financiarisé au début de l'ère néolibérale : « *Bien que les marchés obligataires aient occasionnellement poussé les politiciens dans les années 1980 et 1990, ils ont lentement perdu leur pouvoir d'inculquer la peur.*

L'intégration financière mondiale a coïncidé avec une augmentation de l'épargne souhaitée par rapport à l'investissement et un appétit pour la sécurité offerte par les obligations des pays riches à monnaie stable. » Le coup de Jarnac de la hausse brutale des taux d'intérêt par la Réserve fédérale marquant l'entrée en scène du néolibéralisme ne pouvait pas se maintenir comme remède permanent à moins de tuer le cheval. Cette baisse subséquente ne peut être interprétée comme une faiblesse mais comme la réussite du traitement de choc contre l'État-providence tout comme la sécurisation des placements dans les pays riches comme un outil de chantage contre les pays dépendants pour les maintenir sous la houlette du FMI.

The Economist remarque tout de même le recourt fréquent au défaut de paiement dans les années trente — il ignore bien sûr le déclencheur que fut l'annulation révolutionnaire de la dette russe par les Bolcheviques — et quelque peu à la sortie de la Deuxième guerre sans souligner que c'est là un moyen de lutte des pays dépendants. À souligner surtout ce qu'il appelle « *la répression financière* » au sein des pays impérialistes sans expliquer que ce tournant des *trente glorieuses* ayant généré de fréquents taux d'intérêt réels négatifs résulte de la riposte prolétarienne souvent à saveur révolutionnaire de la fin de la guerre et de l'immédiat après-guerre contre des bourgeoisies déconsidérées par le fascisme, la collaboration et le va-t'en-guerre. Ce sont là des leçons à retenir pour la suite des choses. Car qui est responsable de cette pandémie si ce n'est ce capitalisme « pur » ce qui est bien sûr à démontrer comme il fallait le faire à l'encontre des impérialismes étasunien et canadien lesquels n'étaient pas les sauveurs de la « démocratie » contre le fascisme. Comme d'autres, j'ai tenté de le faire dans cet article : [La crise de la covid-19 en est une du capitalisme globalisé et humanocide](#).

Le capitalisme tant historiquement comme dernier avatar de la société de classe a assujéti la nature que conjoncturellement comme néolibéralisme il a austérisé le système de santé. En résulte une tendance à la pandémie sans donner les moyens de la conjurer. Acculé à la combattre sous menace de soulèvements et de catastrophe atteignant même les beaux quartiers et les pays riches, il devient vulnérable à une contre-offensive prolétarienne comme il l'a été à la sortie des deux guerres mondiales du siècle dernier. Ce renversement du rapport de forces a abouti, révolutionnairement à l'annulation des dettes, radicalement au défaut de paiement, modérément à la *répression financière* c'est-à-dire au contrôle par l'État bourgeois de la financiarisation tendancielle du capital sous la pression de sa concentration-centralisation, ce qui ne pouvait être qu'une solution temporaire en attendant le rebondissement du ressort néolibéral.

La pandémie est une crise de (grande) pénurie qui ouvre la porte à la révolution climatique

Comment cette fois-ci se présente la situation dans le contexte de la pandémie ? Les programmes de soutien

financier sont beaucoup plus importants que lors de la Grande récession de 2008 alors que la pandémie exige de restreindre la production non-essentielle. Cette discordance laisse voir un surgissement de la demande alors que l'offre s'effondre ce qui annonce normalement une inflation visant la production essentielle alimentaire et sanitaire. Comme tension supplémentaire s'ajoutent la panique, la spéculation, l'entente USA-Chine qui oblige la Chine à augmenter ses achats de matières de base alimentaires aux États-Unis et la désorganisation des chaînes de production :

Les politiques protectionnistes des gouvernements nationaux pendant la pandémie de coronavirus pourraient provoquer des pénuries alimentaires à travers le monde en quelques semaines, a déclaré l'économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture au Guardian. La crise a provoqué une pénurie de travailleurs sur le terrain et un passage à des mesures protectionnistes, y compris des interdictions d'exportation et des tarifs, mais l'économiste a averti que restreindre le flux de nourriture était «le pire qui puisse arriver». (The Guardian)

Du point de vue populaire, pour contrer cette menace, s'imposent à court-terme la planification de la production, surtout sanitaire, et la réquisition concomitante de même que, surtout du point de vue alimentaire, le rationnement, et globalement des ententes internationales anti-protectionnistes.

C'est la perspective immédiate mais qu'en est-il après la pandémie ? Cette création monétaire extra pourrait, comme c'est/c'était le cas depuis 2009, donner un coup de fouet à l'expansion du capital fictif au lieu de hausser les prix du panier de la consommation. Le capital financier voudra booster le capital fictif pour laisser l'économie en profonde récession afin de casser les reins d'un peuple-travailleur soulagé par les programmes de soutien de la santé et des revenus rendus nécessaires par la pandémie. Ce serait le cas si le peuple-travailleur restait passif ou purement réactif durant la pandémie. Si ce dernier est plus revendicatif et oblige le capital à un « New Deal vert », peut-être le capital investira-t-il productivement pour requinquer la production non-essentielle afin de satisfaire une demande assise sur les épargnes populaires accumulées durant la pandémie grâce à l'activisme qui aurait gagné des programmes de soutien substantiels. Et il y a toujours la possibilité d'un peuple-travailleur profitant du chaos de la pandémie pour combiner auto-organisation du soutien sanitaire et social et pression politique sur les gouvernements, ce qui suppose une organisation politique pour ce faire, au point de provoquer un saut qualitatif vers le renversement du capitalisme pour construire une société de « prendre soin » des gens et de la terre-mère seule capable de résoudre la contradiction climatique ([Pandémie : Une transition possible vers une économie pro-climat de « prendre soin »](#))

Surgit et se consolide l'État fort et autoritaire se braquant pour revenir vite au statu quo ou pire

Les directions politiques les plus réactionnaires, pour couper court à toute remise en question du statu quo même modérément réformiste, ont réagi d'abord par le déni, parfois jusqu'à follement s'y incruster comme au Brésil, avant d'admettre le danger très tard comme en Russie pour surréagir à la mode despotique et inhumaine comme en Inde. Certains, tout en admettant la pandémie, ont prétendu traverser le danger en la laissant se propager soi-disant naturellement pour revenir à un statu quo amélioré mais débarrassé de la partie non rentable de sa population. Le gouvernement britannique s'est ravisé face au risque de rejet populaire de pareil immoralisme exprimé au grand jour. Quant au président étasunien, il « a déclaré qu'il visait à rouvrir "de grandes parties du pays" d'ici Pâques, dans un peu plus de deux semaines même si les responsables de la santé publique et les gouverneurs des États ont rejeté cette chronologie comme potentiellement dangereuse. "Nous ne pouvons pas laisser le remède être pire que le problème lui-même. À la fin de la période de 15 jours, nous prendrons une décision quant à la direction que nous voulons prendre" a écrit Trump dans un tweet en lettres capitales. » (The Guardian)

Le noyau dur de la bourgeoisie politiquement libérale et économiquement néolibérale, mais de plus en plus acculée au pied du mur depuis la Grande récession, s'inquiète de l'avènement d'un État autoritaire et replié sur ses frontières :

Dans la plupart des pays du monde, l'État a jusqu'à présent répondu à la covid-19 par un mélange de coercition et d'intervention économique. Au fur et à mesure que la pandémie progresse, elle est également susceptible d'exploiter son pouvoir unique de surveiller les gens à l'aide de leurs données [...] Cette vaste augmentation du pouvoir de l'État a eu lieu avec presque pas de temps pour le débat. [...] Le legs historique suggère que les crises conduisent à un État toujours plus fort avec beaucoup plus de pouvoirs et de responsabilités et un régime fiscal concomitant. L'État providence, l'impôt sur le revenu, la nationalisation sont tous nés de conflits et de crises, [...] certains des changements faits aujourd'hui seront souhaitables. [...] D'autres changements peuvent être moins clairs, mais ils seront difficiles à annuler car ils étaient soutenus par des groupes puissants avant même la pandémie. [...] Plus inquiétante est la propagation des mauvaises habitudes. Les gouvernements peuvent reculer

dans l'autarcie. [...] Les industriels et les politiciens ont perdu confiance dans les chaînes d'approvisionnement. [...] Les plus grandes inquiétudes se trouvent ailleurs, dans les abus de pouvoir et les menaces à la liberté. [...] La tentation sera de recourir à la surveillance après la pandémie, tout comme la législation antiterroriste a été étendue après le 11 septembre. (The Economist)

On ne peut douter que le réflexe capitaliste sera de serrer la vis pour se maintenir quitte à changer de paradigme si elle ne réussit pas à revenir au régime néolibéral même édulcoré comme elle avait réussi à le faire suite à la Grande récession alors que sous la contrainte de la crise elle avait donné des signes de retour au keynésianisme. Comme maintenant, il le fallait tant économiquement pour sauver la reproduction de son système que politiquement pour désarmer idéologiquement le peuple travailleur. Si celui-ci se contente de réactions spasmodiques ou même de grande ampleur et dans la durée, comme on l'a vu dans maints pays dernièrement, mais sans but alternatif porté par une organisation crédible, s'installeront des régimes ultra-nationalistes et pires encore tels ceux qui sont apparus ou qui se sont durcis dans pratiquement toutes les grandes puissances que sont les États-unis, la Chine, l'Inde, la Russie et la Brésil. Sera morte même l'illusion de la globalisation néolibérale tellement le mythe de l'État fort et indispensable aura surfé la vague de la pandémie.

L'hégémonie du marché ébranlé et la planification réhabilitée, la lumière apparaît au bout du tunnel

L'option « New Deal vert » exigerait une grande mobilisation lucide qui finisse par pénétrer les grandes puissances en mesure d'éteindre ce feu à chaleur anticapitaliste avant qu'ils ne les consume. À l'aulne des défaites Corbyn et Sanders, cette possibilité augure mal. Ou peut-être lèvent-elles l'obstacle d'utiliser de vieux partis irrémédiablement acquis au capitalisme pour un but prétendant le réformer alors qu'il suggérait plutôt de le transformer sans le renverser ? N'est-ce pas cette voie qui vient d'être close ? Voie sans issue prétendant concilier accumulation du capital et société de « prendre soin » pour cause d'impossibilité apparente de remettre en question l'hégémonie du marché sous domination des transnationales financiarisées. Voilà ce que la nouvelle réalité pandémique est en train de remettre en question contre des gouvernements résistant cors et cris à l'inévitable planification si minime et insuffisante soit-elle.

La brèche s'élargit vers une rupture anticapitaliste qui puisse se hisser à la hauteur des exigences de la science climatique telle que radicalement comprise par Greta Thunberg symbolisant les aspirations de la jeunesse mondiale, de corps et de cœur, la plus consciente. La jeunesse étudiante, la plus mobilisée jusqu'ici sur cet enjeu clef du XXI^è siècle qui engage la survie de l'humanité civilisée, arrivera-t-elle à passer le relais à celle prolétarienne pour revivifier le mouvement syndical et populaire ? L'insuffisance et l'hésitation patentes des politiques anti-pandémiques de nos gouvernements annonçant une hécatombe commencent à réanimer la riposte prolétarienne sur les lieux de travail tout comme l'auto-organisation dans les quartiers. C'est ce réveil qui incarne l'espoir du monde dans l'angoissante nuit pandémique. Au bout du tunnel apparaît la lumière de l'expropriation du capital financiarisé et l'hégémonie de la planification démocratique.

Marc Bonhomme, 29 mars 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca